

Compte rendu de la soirée-débat du 6 octobre 2016

« Elections 2017 : un vote pour quelle société ? »

Avec Dominique QUINIO, ancienne Directrice du journal La Croix et Présidente des Semaines Sociales de France, et le Père Bertrand AUVILLE, curé de Vanves et Délégué aux relations avec le monde politique pour le diocèse des Hauts-de-Seine.

Dominique Quinio :

Comme je parle en premier, et sans vouloir empiéter sur les prérogatives de mon interlocuteur en matière d'homélie, j'ai envie de vous citer quelques mots d'un des textes entendus dans les paroisses dimanche dernier, texte qui prend un sens particulier dans la période politique actuelle.

*« Ce n'est pas un esprit de peur que Dieu nous a donné, mais un esprit de force, d'amour et de pondération » (deuxième Lettre de Saint Paul à Timothée).
Force, amour et pondération, beau programme électoral.*

1. LE RISQUE DU DESENCHANTEMENT

Ma première remarque – ma première inquiétude – vient du désenchantement que ressentent beaucoup de nos concitoyens. Désenchantement vis-à-vis du politique qui paraît, au mieux, impuissant, au pire coupable, voire corrompu. Un désenchantement qui touche d'autres sociétés démocratiques (on le voit actuellement aux Etats-Unis où les électeurs semblent tout à la fois détester la candidate démocrate et le candidat républicain : les électeurs vont être amenés à élire à la présidence de cette grande nation une personnalité qu'en majorité ils ne respectent pas !). Ce désenchantement peut conduire au renoncement, à l'abstention ou au vote blanc ; il peut amener au vote protestataire. Pouvons-nous nous y résoudre ?

Or l'engagement politique a de la valeur. Des hommes et des femmes sont engagés en politique, à tous niveaux de responsabilité. Beaucoup sont sincères, préoccupés de leurs concitoyens plus que de leur carrière. Leur image – certains d'entre eux y contribuent il est vrai – est aujourd'hui dégradée, mais il est parfaitement injuste, et profondément malsain, de généraliser : « les » politiques, « les » médias, les profs, les patrons, les cathos, etc... Ces généralisations sont blessantes et pernicieuses.

Alors, en entrant dans cette nouvelle campagne électorale, il nous faut garder confiance en l'action politique. Ce qui ne va pas sans lucidité. Dans l'encyclique *Laudato Si*, le Pape rappelle la nécessité du politique. Il défend le rôle des institutions, dont les institutions politiques, qui ont pour rôle de « réguler les relations humaines » (142). Il souligne aussi qu'« on ne peut justifier une économie sans politique » (196).

Le pape insiste : « Le cadre politique et institutionnel n'est pas là seulement pour éviter les mauvaises pratiques, mais aussi pour encourager les bonnes pratiques, pour stimuler la créativité qui cherche de nouvelles voies, pour faciliter les initiatives personnelles et collectives » (197). « Quand la vie démocratique tombe dans le discrédit ou l'impuissance, les intérêts particuliers et les groupes de pression s'habituent à user de leurs moyens de contrainte pour forcer les responsables politiques à satisfaire leurs demandes », s'inquiétait pour sa part le conseil permanent de l'épiscopat dans une déclaration datant de juin dernier.

Donc, il nous faut résister à la lassitude et à l'envie de nous retirer du jeu, en allant plus loin que ce que nous laisse voir l'apparence des choses. Parce qu'il doit être clair qu'il n'y a pas d'homme ou de femme providentielle, mais des projets, des programmes à examiner et à mettre en œuvre ; le citoyen a une responsabilité de vigilance et d'engagement sur le terrain à propos des thèmes et des enjeux qui lui tiennent à cœur. Lui aussi construit la maison commune dans laquelle nous vivons ; lui aussi en est responsable. La vie démocratique d'un pays ne se résume pas à une élection.

2. L'ENSEIGNEMENT SOCIAL CHRETIEN AU SERVICE DE L'ELECTEUR

Le constat est banal : Nous vivons dans une société pluraliste où les croyants deviennent une minorité face aux incroyants, notamment parmi les jeunes générations. Cette réalité nous contraint à regarder l'action politique selon ce prisme du pluralisme et de la laïcité. Aucun parti, aucun projet politique ne peut prétendre incarner la somme des aspirations de chacun, aucun ne peut prétendre incarner la totalité du message chrétien, aucun parti n'est totalement « christiano-compatible ». Et nous savons qu'une loi votée, même largement, n'épuise pas la loi morale, ne dispense pas de la réflexion éthique, du jugement moral. C'est pourquoi, notamment, il faut être attentif au respect d'une possible « objection de conscience ».

Dans ce contexte pluraliste, il nous faut prôner le dialogue avec les autres, la « conversation » avec le monde, disait Paul VII, en recherche de compromis qu'il ne nous faut pas comprendre comme une compromission. Devant la complexité des problèmes, la diversité des convictions, qui peut prétendre avoir une compréhension et une solution parfaites ? Ce dialogue, disent les théologiens, n'est pas seulement une stratégie, il est l'essence même de notre foi en un Dieu qui s'est incarné, pour entrer en relation avec les hommes.

Au siècle dernier des dictatures ont prétendu juguler l'individu au profit du collectif ; aujourd'hui nos sociétés ultra-libérales sont devenues terriblement individualistes. Il nous faut avoir en tête deux piliers de l'enseignement social chrétien : le respect de la dignité de la personne et la recherche du bien commun, du « bien de nous tous », selon l'expression du pape Benoît XVI. Le bien commun ne se résume pas à la simple juxtaposition de droits individuels de plus en plus larges. Devant toute loi, par exemple, il nous faut nous poser la question du bien de la personne et du bien de la communauté, aujourd'hui et dans l'avenir.

L'enseignement social chrétien, outre cet équilibre entre attention à la personne, à sa dignité, et la recherche du bien commun, met l'accent sur l'option préférentielle pour les pauvres. Le pape le rappelle dans *Laudato Si* : « Les exclus sont la majeure partie de la planète, des milliers de millions de personnes. Ils sont présents dans les débats politiques et économiques internationaux, mais il semble souvent que leurs problèmes se posent comme un appendice, comme une question qui s'ajoute presque par obligation ou de manière marginale, quand on ne les considère pas comme un pur dommage collatéral. De fait, au moment de l'action concrète, ils sont relégués fréquemment à la dernière place. Cela est dû en partie au fait que beaucoup de professionnels, de leaders d'opinion, de moyens de communication et de centres de pouvoir sont situés loin d'eux, sans contact direct avec les problèmes des exclus » (49). La doctrine sociale parle aussi de la « destination universelle des biens » : elle n'est pas hostile à la propriété mais s'interroge, nous interroge : comment en use-t-on ?

Nous devons, enfin, réfléchir, élus et électeurs, sur notre rapport au temps. L'immédiateté est devenue le maître mot de notre société et cela a gagné la politique où il est tentant de ne pas voir au-delà de son propre mandat, de peur que d'autres récoltent les fruits de ce que l'on aura semé. Ce temps long, il faut aussi le regarder en tenant compte du visage démographique de nos pays : le poids des plus âgés, par rapport aux jeunes. Quelle place leur laisser, quel avenir leur préparons-nous ?

3. SUR QUELS SUJETS PORTER NOTRE ATTENTION ?

Dans un débat récent où je partageais la tribune avec un évêque, celui-ci venait de parler de la confirmation et une question lui fut posée : quels chantiers prioritaires pour l'Eglise aujourd'hui ? « Vous êtes confirmés », a-t-il répondu, « à vous d'en décider ! » Comme je ne suis pas évêque, je vais me permettre d'évoquer quelques thèmes à mes yeux importants, pour construire une société plus fraternelle, plus juste, plus respectueuse. C'est à chaque électeur d'en établir la hiérarchie, de juger des priorités.

Autant dire d'emblée que je ne suis pas très à l'aise avec l'idée de « points non négociables » que certains catholiques mettent en avant. Ces principes, je les comprends pour ceux d'entre nous qui essayons de vivre en chrétiens, à la lumière de l'Evangile, mais cela me semble plus complexe pour l'action politique dans une société pluraliste, action « toujours soumise à des arbitrages, des

préférences, des compromis, même si elle refuse les compromissions sur l'essentiel », selon les mots de Bruno Saintot, jésuite spécialiste de bioéthique, dans une note sur ces points non négociables. Est-ce que la notion de moindre mal pourrait être ici plus pertinente?

Cette expression vient d'un discours prononcé par Benoît XVI devant les parlementaires du Parti Populaire Européen (mars 2006). Parmi les principes non négociables, il en cite trois :

- La protection de la vie à toutes ses étapes, du premier moment de sa conception jusqu'à sa mort naturelle,
- La reconnaissance et la promotion de la structure naturelle de la famille, comme union entre un homme et une femme fondée sur le mariage,
- La protection du droit des parents à éduquer leurs enfants.

L'expression apparaissait déjà dans une note doctrinale de 2002 : étaient également cités, outre ces trois points, la protection sociale des mineurs (à noter qu'il n'est pas question de leur nationalité !), la libération des victimes des formes modernes d'esclavage, le droit à la liberté religieuse, le développement compris comme une économie au service de la personne et du bien commun, dans le respect de la justice sociale ; la paix.... Cela complique le choix, si l'on veut bien regarder tous ces points.

Dans son analyse, Bruno Saintot rappelait combien tous ces principes se combinent et ne peuvent être observés séparément : ainsi des conditions économiques difficiles et l'absence de solidarité peuvent diminuer les conditions d'accueil de l'enfant porteur d'un handicap ; ou la dégradation des soins à l'hôpital pour cause d'exigences financières et de rentabilité demandée peuvent créer un climat favorable à l'euthanasie etc...

Pour évoquer quelques thèmes, je choisis volontairement des domaines sur lesquels des citoyens chrétiens, avec d'autres (je crois à l'idée d'allier les forces, les compétences et les convictions), sont engagés. Cela leur donne la légitimité de la parole, la cohérence, l'exemplarité dont notre société a besoin.

Pas de hiérarchie dans cette liste :

*L'attention aux plus pauvres et leur écoute. Secours catholique, ATD Quart Monde, Emmaüs, et j'en passe. Les inégalités sont fortes dans notre société pourtant prospère. Beaucoup de nos concitoyens se sentent laissés pour compte, abandonnés ... Pauvreté économique, pauvreté culturelle, handicap, très grand âge, dépendance... Quelle place la société leur fait-elle ?

*L'attention aux familles dans leur diversité de situations. La regarde-t-on comme une entité, importante pour l'équilibre de la société, comme lieu d'apprentissage de la vie en société. Ou la regarde-t-on comme une juxtaposition d'individus ? Comment l'aide-t-on à assumer son rôle ? L'aide à la parentalité est-elle une priorité ? Comment soutient-on les familles monoparentales, les plus démunies ? Comment forme-t-on les jeunes générations sur le plan affectif ?

*L'éducation. Là encore, se pose la question d'un système qui n'arrive pas à combler les inégalités sociales. Que faire pour éviter que 200 000 jeunes « décrocheurs » sortent chaque année de l'école ? Que faire pour qu'ils épanouissent leurs talents et leur capacité à s'insérer dans le monde du travail ? A-t-on besoin d'une énième réforme, ou faut-il élargir les expérimentations qui marchent ici ou là, les coopérations fructueuses entre tous les acteurs de l'éducation, etc ?

*Le chômage et la solidarité nationale. Que fait-on pour que les entreprises puissent créer des emplois ? Que fait-on pour préserver notre système de protection sociale ? Considère-t-on les bénéficiaires des aides sociales comme des assistés ou comme des citoyens à part entière ? Imagine-t-on de réserver certains dispositifs aux seuls nationaux (exemple l'aide médicale) ?

*Le vivre ensemble, la cohésion sociale qui passe par une politique du logement, de la ville, une réflexion sur les inégalités territoriales, une plus grande mixité sociale.

*La laïcité et la place des religions. Je sais que les laïques purs et durs n'aiment pas que l'on assortisse le mot d'un qualificatif. Mais la laïcité bénéfique dans laquelle on peut se reconnaître, ne doit-elle pas être une laïcité ouverte qui ne tend pas à museler la parole des croyants dans le débat public ? Notre société a besoin des religions, non pour imposer leur loi au pays tout entier, mais pour œuvrer à la

concorde, pour faire preuve d'inventivité sociale, pour porter un regard d'espérance sur le monde qui nous entoure.

*L'accueil des étrangers et le dialogue avec les musulmans. Un enjeu majeur dans notre actualité, comme celui de la sécurité sur lequel certains vont surfer avec délectation. Je renverrais volontiers à l'attitude et aux paroles de nos évêques après l'assassinat du P. Hamel et aux multiples expériences de communautés chrétiennes qui se sont mobilisées pour accueillir des réfugiés.

*La transparence financière, dans notre pays et en Europe. L'attitude vis-à-vis des paradis fiscaux, les petits arrangements fiscaux etc. Une meilleure régulation des flux financiers pour que le profit ne soit pas le seul moteur de notre économie.

*Le développement du Sud. Comment nous engageons nous à l'égard de l'autre rive de la Méditerranée ? Tenons-nous les engagements de consacrer 0,7% du PIB à l'aide au développement ?

*L'Europe, quel destin pour un projet aujourd'hui incompris voire rejeté par les peuples ? Quelle politique ? Plus d'Europe, moins d'Europe, une Europe autrement et à quelles conditions ?

*L'amour de son pays. Personne n'a le monopole du patriotisme. Un patriotisme qui ne soit pas exclusion des autres, à ne pas confondre avec nationalisme.

Paul VI en 1967, parlait du nationalisme comme d'un « obstacle » qui s'oppose « à la formation d'un monde plus juste et plus structuré dans une solidarité universelle ». Il soulignait : « Il est normal que des nations de vieille culture soient fières du patrimoine que leur a livré leur histoire. Mais ces sentiments légitimes doivent être sublimés par la charité universelle qui englobe tous les membres de la famille humaine. Le nationalisme isole les peuples contre leur bien véritable » (*Populorum progressio* 62).

CONCLUSION

S'informer. Ne pas en rester à l'écume des débats, et à la question des profils des hommes et femmes candidats. Les médias vont beaucoup jouer sur cet aspect, leur image privée, leur caractère. Certes leur personnalité compte, mais attention, disais-je, à l'idée d'un sauveur ou d'une « sauveuse » (?) qui aurait en mains toutes les cartes pour agir. Rappelons ici que la présidentielle sera suivie d'élections législatives (11-18 juin). C'est l'ensemble de ces scrutins qui donnera le visage politique de la France.

Notre tâche d'électeur ne sera pas facile Mais peut-être nous faut-il cultiver une valeur dont notre monde manque, celle de la « confiance », de l'espérance, osons le dire. Ce n'est pas très tendance. Nous sommes dans une ambiance du doute et de la dérision et, comme journaliste je sais quelles peuvent être les responsabilités de certains médias dans ce climat morose. Essayons d'y résister.

Redisons que la démocratie vit par l'engagement de chacun. N'attendons pas tout de l'Etat, du pouvoir. La subsidiarité : chacun agit là où il est. Regardons les initiatives prises ici ou là, les actions innovantes au plus près des territoires (exemple : le film Demain)...

Nous sommes co-responsables du monde à venir. L'essayiste Jean-Claude Guillebaud dans les 5 grandes mutations qu'il met en lumière dans ses ouvrages (il préfère le mot mutation à celui de crise : géopolitique, économique, numérique, bioéthique, écologique) rappelle qu'elles sont certes porteuses de menaces mais qu'elles sont aussi riches de promesse. Soyons attentifs aux menaces ; aidons à faire advenir les promesses.

J'ai commencé par une citation. Je vous en offrirai une autre dont on m'a fait récemment cadeau, une phrase du poète Rainer Maria Rilke qui m'a touchée : « toutes les choses terrifiantes ne sont peut-être que des choses sans secours qui attendent que nous les secourions ». L'avenir nous inquiète ; portons-nous à son secours.

Bertrand Auville :

Je voudrais commencer par deux remarques préliminaires avant de vous inviter à être 1.réalistes, 2.vigilants, 3.intelligents...

La première remarque est que la chose publique ne peut pas ne pas intéresser les chrétiens. Tout ce qui concerne l'homme doit passionner les chrétiens, ne serait-ce que parce que le Fils de Dieu s'y est « passionné » avec les différents sens de ce mot. Je suis très triste de voir par exemple que les étudiants s'intéressent peu à la chose publique.

La deuxième remarque est que les hommes politiques ne sont pas tous des misanthropes. Sinon, ils feraient autre chose où ils gagneraient plus d'argent, où ils auraient moins de responsabilités, où ils seraient moins exposés, et où ils auraient tout autant de pouvoir. Pour faire de la politique, il faut aimer le genre humain et lui faire confiance, ne serait-ce que pour pouvoir lui parler et être entendu.

Cela étant dit, je vous invite à adopter trois attitudes.

1. SOYONS REALISTES

En matière de politique, il n'y a pas d'homme providentiel, pas de parti idéal, pas de solution miracle, et c'est tant mieux ! Tant mieux car l'homme providentiel peut vite se transformer en tyran ou rester un doux rêveur, le parti idéal devenir un monstre froid, la solution miracle devenir une idéologie qui emporte tout sur son passage.

La solution se trouve donc dans le domaine du moindre mal. Le moindre mal est un axiome de théologie morale chrétienne très classique. Le moindre mal n'est toujours pas un bien, c'est le moindre des maux. Dans bien des domaines de la vie, et c'est sans doute vrai aussi en politique, il faut choisir le moindre mal. Tout en continuant à essayer de viser le bien, qui pourrait surgir plus tard, autrement, d'une autre façon. Le moindre mal, c'est ce qui nous évite de dire : « Je ne vais pas voter. Cela ne sert à rien. Ils sont tous pareils. » On ne peut pas se dispenser de voter en disant : « Il n'y a personne qui me représente à 100% au fond des tripes » ; la personne qui penserait cela devrait se présenter elle-même...pour vite s'apercevoir qu'elle n'irait peut-être pas très loin.

Le moindre mal, qui n'est toujours pas un bien, suppose donc de jongler avec l'art du compromis. Le compromis est une solution intermédiaire, qui n'est ni le projet que j'avais échafaudé, ni celui que tu avais échafaudé, ni d'ailleurs la somme des deux : c'est une troisième voie, comme on en trouve souvent dans tous les couples...La théologie morale catholique appelle cela un compromis « éthique », c'est-à-dire un compromis pragmatique pour vivre et avancer ensemble, et non un idéal.

Et la théologie morale fait observer qu'un compromis a toujours un double effet : un effet principal et des effets secondaires, qu'il faut savoir évaluer dans le temps. Comme pour les médicaments, si l'observation révèle que les effets secondaires négatifs l'emportent sur l'effet principal recherché, il faut savoir arrêter le traitement, changer de politique.

Ce principe de réalisme doit nous aider à lire les « professions de foi » qui (à l'ère du numérique !) vont se déverser sous forme de papiers dans nos boîtes aux lettres... Je m'arrête un instant sur la belle expression « profession de foi ». Les politiques prennent-ils vraiment ces termes au sérieux ? Si cela était, il ne s'agirait ni d'un programme, ni d'une liste de promesses, mais de l'expression sincère de leurs convictions pour susciter notre confiance car, nous le savons, « la foi » n'est pas affaire de certitude mais de confiance... Nous serions ainsi non pas « sûrs » que tout ce qui est annoncé sera fait, mais « confiants » dans le fait que cet homme ou cette femme-là fera tout son possible pour agir avec les convictions qu'il énonce.

2. SOYONS VIGILANTS

Tout ne se vaut pas, et il convient d'être vigilant sur une chose : le bien commun.

Qu'est-ce que le bien commun ? Ce n'est ni mon intérêt personnel, ni celui de mon clan, de ma corporation, ni même celui de mon Eglise. Le bien commun est à tous. Ce n'est pas non plus l'intérêt général compris comme la somme des intérêts particuliers. Le « bien » est préférable à « l'intérêt », le « commun » est

préférable au « général ». Le bien commun vaut pour tous, il est universel ou du moins universalisable. Comment le définir ? Eh bien, je dois avouer que je ne le sais pas, ou pas complètement. Y a-t-il des points incontournables, non négociables ? Peut-être, peut-être pas, je vous partagerai quelques convictions en conclusion.

Mais cela doit nous amener à ne pas voter à l'affect, sous le coup d'une impulsion parce que nous aurions été séduits ou au contraire agacés par tel ou tel discours : c'est trop court ! Car nous savons que certains hommes politiques sont des tribuniciens magnifiques, or l'on peut se demander si les qualités requises pour être élu sont les mêmes que les qualités requises pour bien gouverner. En fait, non... Pour être élu, il faut parler mieux et plus fort que les autres, si possible en dernier, tourner à son avantage ce qui vous est défavorable, épingle son adversaire si possible avec subtilité mais en montrant de la détermination... Bref, il faut de l'art oratoire. Or on ne gouverne pas par la persuasion ou par des petites phrases mais par des lois, des lois votées dans un hémicycle et non par le grand public.

Ne votons donc pas à l'affect ni de manière égoïste : il s'agit d'un acte de l'homme social souverain. Voter est un privilège, un droit, une grâce, une gloire...

3. SOYONS INTELLIGENTS

Posons-nous deux questions : quel Etat voulons-nous ? Quels élus voulons-nous ?

Quel Etat voulons-nous ? Considérons le binôme classique justice et charité.

Dans ses fonctions « régaliennes » (jadis assurées par le roi), l'Etat doit assurer la justice. Cela concerne la sécurité, la défense, le respect du droit, les affaires économiques où il s'agit d'apporter les correctifs nécessaires à un système qui, tout seul, s'éloignerait de la justice. Et puis, il y a la charité, qui revient plutôt aux hommes et aux institutions des hommes (ou de Dieu) qu'à l'Etat. Les Etats-Unis vont loin dans ce sens avec les « charités », qui recueillent des fonds pour faire fonctionner des hôpitaux, des campus universitaires, ... En France, l'Etat est davantage « provident » : il pourvoit à la santé, à l'éducation, aux transports, aux loisirs, à la qualité de vie, etc. Il y a donc d'autres modèles, et réfléchissons à l'Etat que nous voulons en nous rappelant ce binôme justice/charité : justice que l'Etat doit garantir sans défaillance ; charité qui va au-delà de la justice car elle n'a pas de limite, ne se préoccupe pas de juste rétribution, ne s'interdit aucun excès, ne suit pas de code, ne connaît pas de frontières... Si on attend de l'Etat qu'il soit charitable, n'en attend-on pas trop, au risque d'être toujours déçu ?

La deuxième question est connexe : quels élus voulons-nous ? Et les questions abondent. Voulons-nous des élus qui soient :

- Nos représentants ? Mais les représentants de qui, de quoi ? De moi ? et pourquoi pas de toi ? L'élu peut-il à la fois bien me représenter et bien te représenter ? Difficile sans doute...
- Des concordistes, qui ne rechercheraient que la paix sociale au risque de contorsions voire de compromissions ?
- Des hommes forts, au risque qu'ils deviennent des tyrans ?
- Des visionnaires, au risque qu'ils nous « plantent » ?
- Des gestionnaires, au risque qu'ils nous déçoivent très vite ?

Au moment de voter, nous devons avoir notre idée sur l'Etat que nous voulons et les élus que nous voulons.

EN CONCLUSION

Je voudrais partager quelques convictions.

La première est qu'il n'y a pas de vote chrétien, il y a une diversité. L'Evangile n'est ni de droite ni de gauche, il s'adresse à tous les hommes de bonne volonté. Les chrétiens peuvent vibrer à des discours variés. L'Evangile doit s'incarner dans la société, mais la société est un corps varié. Le fait qu'il y ait des chrétiens de droite et des chrétiens de gauche n'est pas un problème mais une richesse.

La deuxième conviction concerne une tendance récente dite « identitaire ». Du fait sans doute de la position plus minoritaire des chrétiens, il y a une tendance croissante à s'exprimer en tant que chrétien, en affichant la couleur. Cela n'est pas choquant en soi, mais il ne faut jamais oublier que, si l'on doit s'afficher en tant que

chrétien un peu, il faut vivre en chrétien tout le temps. L'affichage de la foi ne nous dispense pas de la vivre au quotidien, dans les choses les plus ingrates, les plus basiques de la vie sociale.

La troisième conviction est qu'il y a tout de même un point non négociable : c'est l'homme. Le pape François insiste toujours sur l'intégralité de l'homme, dans le temps (depuis sa conception jusqu'aux derniers temps de sa vie) et dans ses différentes dimensions (de vie sociale, professionnelle, relationnelle, citoyenne,...). Quand ils parlent de l'homme, les papes voient l'homme dans son intégrité, dans son intégralité : l'homme qui naît, grandit, travaille, fonde une famille, est heureux ou à la peine, meurt,... Intégrons dans notre réflexion politique cette vision intégrale de l'homme.

Ma dernière conviction est qu'il faut vérifier que, dans les différentes professions de foi politiques, l'homme est toujours au centre de tout, que l'homme ne cède pas le pas à un système (souvent un système économique, dans nos sociétés). L'encyclique *Laudato Si* rappelle par exemple qu'il y a une différence entre une écologie païenne, qui met la nature au centre de tout, et une écologie chrétienne, qui met l'homme au centre de la création. Vérifions donc que l'homme, considéré dans son intégrité, est bien toujours au centre de tout.

Questions :

Les questions ont permis de préciser différents points :

- Sur la mission spécifique du père Auville vis-à-vis du monde politique : organisation de rencontres pour l'évêque, formation d'élus chrétiens qui le souhaitent, organisation de petits déjeuners réunissant personnel d'Eglise et personnel politique pour des conférences sur des sujets mal connus, contacts avec des élus sur le terrain à propos de positions publiques de l'Eglise (comme *Laudato Si*) puisque ce sont des textes qui visent l'homme, comme la politique.
- Sur le rôle des médias : pour Dominique Quinio, la façon dont les médias, notamment audio-visuels, traitent de la politique contribue à son discrédit : mélange entre politique et divertissement, dérision systématique, amplification de polémiques sur des détails,...; mais il y a aussi une hypocrisie chez les « consommateurs » qui critiquent les médias mais se ruent sur les polémiques de bas étage et les détails croustillants ; pour préserver la noblesse de l'engagement politique, il faudrait une plus grande responsabilité dans les médias mais aussi dans le public qui pourrait se tourner plus vers les médias - notamment écrits - qui préfèrent le débat à la polémique et aident à la formation de l'esprit critique ;
- Sur les discours politiques : le père Auville fait remarquer que, comme pour les médias, nous avons aussi les discours politiques que nous méritons car les hommes politiques s'efforcent de répondre à la demande... Les hommes politiques, assaillis de demandes particulières, sont habitués à une relation marchande (je vote pour toi si tu résous mon problème) : une mentalité d'assistés assez navrante. D. Quinio ajoute que les catalogues de promesses, à son sens, « ne passent plus », puisque personne n'y croit plus. On pourrait rêver de candidats présentant de vrais projets de sociétés, mais ont-ils vraiment les cartes en main pour le faire advenir ? Au moins pourraient-ils donner confiance en favorisant les projets innovants dans la société. B.Auville ajoute que les responsables politiques cherchent aussi leur place : N.Sarkozy cherchait à être omniprésent, pour faire pièce à un immobilisme reproché à la fin du mandat de J.Chirac ; F.Hollande, qui s'y refusait au départ, a fini aussi par s'occuper de tout ; et au final, les deux sont impopulaires alors que la popularité de J.Chirac est maintenant au plus haut ! Qu'attendent réellement les français : un Président qui garde de la hauteur, comme de Gaulle ou Mitterrand dans leur genre respectif ? La pression médiatique fait que les politiques ont l'impression que pour être un bon, il faut être partout. Il faut peut-être à nouveau faire l'éloge de la lenteur, de la hauteur de vue, de la réflexion ; ce n'est pas forcément au chef d'être en première ligne... D.Quinio renchérit sur la pression médiatique qui s'exerce sur les responsables politiques, depuis la canicule de 2005 où le ministre de la santé s'était vu reprocher sa lenteur à réagir, s'ils ne se « montrent » pas immédiatement sur le terrain dès qu'il y a un accident ou une catastrophe, jouant ainsi sur l'émotion du public pour montrer leur réactivité. Un Président de la République, notamment, ne devrait pas être soumis à cela.
- Sur la place de parole des chrétiens dans l'espace public : pour D.Quinio, la diversité des chrétiens soulignée par B.Auville interdit qu'un parti chrétien les représente tous. Le Conseil de l'épiscopat

français a produit en juin 2016 un beau texte, mais pas assez polémique, trop nuancé et réfléchi pour trouver une large place dans les médias d'aujourd'hui... Un nouveau texte sortira le 10 octobre, mais il ne sera pas probablement pas non plus très relayé hors des milieux chrétiens par manque de spectaculaire (pas de consigne de vote...). Pour B.Auville, il faut aussi constater que les grands hommes politiques chrétiens du passé (comme Rocard, Delors,...) n'ont pas été remplacés. Dans les générations montantes, on peut cependant constater que des jeunes qui se sont découvert une vocation politique dans le militantisme (notamment à l'occasion de la Manif pour tous) ont trouvé une place sur des listes municipales et s'y sont fait élire. Que l'on soit pour ou contre la Manif pour tous, il y a là un phénomène intéressant, mais qui doit être dépassé car la politique ne peut pas se résumer pas à un seul sujet, celui du mariage homosexuel. Elle concerne tout homme, et tout l'homme.

- Sur le numéro de Projet « Face à l'extrême-droite : écouter, comprendre, agir » : D.Quinio explique qu'il s'agit d'une initiative du CERAS, Centre d'études jésuite, soutenu par dix organismes chrétiens (Secours Catholique, CCFD-Terre solidaire, Semaine Sociales de France, Scouts de France,...) ; il sera diffusé avec La Croix dans les jours prochains. La Croix, simple porteur de ce numéro, a été violemment pris à partie par le Front National avant même que le contenu en soit connu (« journal catholique le plus anti-patriote de France » !). Ce numéro a été motivé par la volonté de comprendre pourquoi de plus en plus d'électeurs se tournaient vers le Front National, et pourquoi les catholiques pratiquants semblaient maintenant suivre le mouvement malgré les positions du FN à l'encontre de l'accueil des étrangers qui paraissent si contraire à l'Évangile. La revue s'interroge sur ce qu'est maintenant le Front National et sur les politiques qui ont amené autant d'électeurs à un sentiment d'abandon et d'inégalité qui entraîne ce vote, et réfléchit à comment faire de la politique autrement car les idées d'extrême droite ont diffusé au-delà du FN. Cela fait déjà polémique.
- Sur la relative absence dans le discours politique des grandes évolutions (numérique, bioéthique, environnement...) qui vont façonner le futur : B.Auville fait remarquer que les élections présidentielles se focalisent à chaque fois sur un sujet phare (le chômage, la sécurité, l'immigration...). Ces sujets-là permettent de se distinguer, d'afficher des clivages, d'attirer l'attention. Les grandes évolutions citées sont des sujets trop complexes et trop consensuels pour intéresser les tribuns. Un ami Directeur d'hôpital lui rapportait que les parlementaires qui s'inscrivent aux commissions relatives à la santé publique sont ceux qui ne savent pas où aller car « cela n'intéresse personne », même s'il y a de vrais choix à faire : pas assez spectaculaire...
- Sur les sujets tels que l'éducation, l'Europe ou la dépénalisation du cannabis : D.Quinio attire l'attention sur les prochaines sessions des Semaines Sociales de France. Celle de novembre 2016 est centrée sur l'éducation : « ensemble, l'éducation » pour mettre en relief la nécessaire collaboration entre tous les acteurs qui concourent au bien commun qu'est l'éducation des jeunes, au contraire de la tendance au dénigrement respectif des parents-enseignants-Etat. Celle de 2017 sera dédiée à l'Europe : après le Brexit et les multiples échéances électorales en Europe dans l'année qui vient, comment faire que l'Europe renoue avec les promesses de ses débuts et cesse d'être un bouc émissaire commode de tous les échecs des gouvernements nationaux ? Sur la dépénalisation du cannabis, B.Auville regrette que l'homme ne semble pas être au centre des préoccupations qui mettent plutôt en relief la lutte contre la délinquance induite par la prohibition, le caractère limité des dommages causés par cette drogue, voire la perte de recettes fiscales... S'intéresse-t-on vraiment aux dégâts provoqués chez les victimes et aux façons de les libérer de cette addiction ?
- Sur la possibilité de s'opposer à la montée des populismes : pour B.Auville, le mot de populisme est délicat car il peut recouvrir des sens différents : pouvoir du peuple, pouvoir de celui qui bombe le plus le torse, etc ; pour lutter contre les excès de populisme, il faut sûrement revaloriser l'idée de nation comme une entité commune avec ses règles, son histoire. D.Quinio fait par ailleurs remarquer qu'il faut se méfier de l'idée du référendum comme meilleure voire seule expression du peuple. Les exemples récents comme en Colombie, où le référendum semble faire obstacle à la paix intérieure, ou en Hongrie, où le référendum n'a pas mobilisé suffisamment pour être pris en compte, montrent les limites de l'exercice. On a aussi besoin de gouvernants qui gouvernent et de parlements qui légifèrent.